

Processus de mobilisation

La Direction confédérale et les organisations de la CGT visent à la construction de luttes dans les entreprises, les administrations, leur agrégation dans une ambition de convergence permettant d'élever le rapport des forces à un niveau tel qu'il contraigne le Gouvernement à réorienter ses choix politiques.

Cette démarche est engagée depuis plusieurs mois. Elle s'appuie, notamment, sur l'analyse des luttes de l'année passée et dans les enseignements qui en ont été tirés.

Il convient, de nouveau aujourd'hui, de prendre en compte la réalité de la situation sociale, politique et économique. Il nous faut aussi regarder avec lucidité, objectivité et confiance, les nombreuses luttes qui ont cours au sein des entreprises et administration, dans différentes professions et territoires.

C'est sur ces bases qu'il nous faut travailler à la mise en perspective d'une démarche syndicale et d'une stratégie de lutte via un calendrier qui pointe des perspectives, des rendez-vous revendicatifs et des échéances de mobilisations.

Il nous faut aussi, avec constance et détermination, construire les revendications au plus près des salariés, avec eux, dans une démarche conjuguant préoccupations locales et enjeux nationaux, d'organisation de la société, « du local au global ».

C'est dans ce cadre que les confédérations et les organisations de jeunesse ont été invitée, à l'initiative de la CGT, à se réunir le mardi 12 juin (Cf. compte-rendu ci-dessous).

Cette réunion intersyndicale a donné lieu à un communiqué commun CGT, FO, UNEF, UNL, FIDL pointant une démarche unitaire, des rendez-vous de construction unitaire et de stratégie de luttes interprofessionnelles. **L'intersyndicale a permis d'identifier la journée du 28 juin comme prochain rendez-vous de lutte interprofessionnel.**

La journée d'action du 28 juin prochain n'est ni un « Baroud d'honneur » avant la période estivale, ni une fin en soi. Cette date s'inscrit dans la continuité des mobilisations, dans un processus revendicatif unitaire et dans un calendrier qui appelle, dès la fin juillet et à la fin août, les organisations syndicales à se réunir de nouveau pour préparer la rentrée sociale.

Dans ce processus de lutte, et particulièrement durant la période estivale, nos organisations territoriales CGT ont un rôle majeur à jouer. Des initiatives en direction des populations, des vacanciers, doivent être mises en place et faire l'objet de plans de travail élaborés au niveau de chaque territoire.

La Confédération pointe cette période comme cruciale en terme de démarche, afin de rendre possible une rentrée sociale à l'offensive et placée sous le signe de l'élargissement et du renforcement des mobilisations.

Des matériels (tracts, affiches, argumentaires, etc.) vont être mis à disposition sur la question du « Pouvoir d'achat ». Il s'agit d'aborder la question des salaires, des pensions et des minima sociaux. Il s'agit aussi de mettre en lumière le décalage entre les richesses produites par le travail et le pouvoir d'achat dans l'aspiration légitime à mieux vivre des fruits de son travail.

Notre stratégie s'inscrit dans des étapes successives d'initiatives et de mobilisations :

- **13 juin** : appel unitaire CGT, FO, UNEF, UNL, FIDL ;
- **28 juin** : journée national de mobilisation interprofessionnelles et de manifestations régionales dans l'unité syndicale ;
- **Juillet/Août** : campagne CGT « Pouvoir d'achat » et mise en place d'initiatives en territoires. Rencontre des organisations syndicales (au-delà des seuls signataires de l'appel du 13 juin) fin juillet et fin août afin de définir le calendrier revendicatif du second semestre 2018.
- **Septembre** : organisation d'assemblées de rentrée CGT dans les professions et les territoires.



Compte-rendu de l'intersyndicale
12 juin, siège de la CGT

Organisations présentes : CGT, FO, Solidaires, FSU, UNEF, UNL, FIDL

Ont décliné l'invitation : CFDT, UNSA, CFTC

Sans réponse : CFE-CGC

Un premier tour de table a permis de vérifier que les organisations partageaient l'appréciation de la situation sociale et l'analyse des réformes régressives en cours et à venir du gouvernement et du patronat.

La CGT a proposé un projet de communiqué avec l'objectif de construire une **nouvelle journée de mobilisation interprofessionnelle** dans les territoires et les professions le jeudi 28 juin 2018. Cette date correspondant, par ailleurs, à une journée d'action programmée par l'intersyndicale des Cheminots.

La CGT a proposé d'inscrire cette journée dans un processus de mobilisation à construire dès la rentrée sociale de septembre et pour cela d'acter, d'ores et déjà, deux nouvelles réunions de l'intersyndicale (la plus large, en y invitant les absents du 12 juin), fin juillet et fin août.

Les organisations de jeunesse ont exprimé leurs difficultés à maintenir la pression sur les dossiers liés aux réformes de l'orientation, « parcours sup » et du lycée mais soulignent l'importance de maintenir l'unité syndicale face aux mauvais coups en cours et à venir. Ils

se disent toutes et tous disponibles pour participer à la journée du 28 juin et à la prochaine intersyndicale d'août prochain.

Parmi les organisations syndicales de salariés, seule la FSU a annoncé son refus de s'engager le 28 juin et laisse ses organisations décider localement d'y participer. Elle insiste sur la nécessité de travailler à une plateforme revendicative d'alternatives sociales dès juillet. Elle demande de faire ensemble le bilan de ce qu'elle considère comme un échec de la mobilisation Fonction publique le 22 mai dernier, compte tenu du périmètre unitaire total engagé dans l'action.

Il a été convenu par tous les organisations syndicales et de jeunesse de programmer une journée de travail sur les sujets revendicatifs pouvant faire l'objet de propositions alternatives unitaires à la politique sociale de Macron, la deuxième semaine de juillet.

Cette décision concrétise les engagements pris ensemble à la précédente intersyndicale du 14 mai, ainsi que sur le bilan des actions fonction publique.

